

«Inclusion scolaire» :

Alerte

En 2005 est votée la loi Montchamp, dite «pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées» qui a organisé le désengagement de l'État et institué l'inégalité de traitement au détriment des droits collectifs des handicapés. Elle a ouvert la voie au principe de «l'école inclusive» inscrit dans la loi de Refondation.

Depuis 10 ans :

- les postes d'enseignants spécialisés, les structures spécialisées (SEGPA, RASED, IME, ITEP, CLIS/ULIS...) ont été massivement réduits et leur existence est remise en cause par les contre-réformes qui se sont succédé,
- plus de 280 000 élèves « inclus » sont sans maîtres spécialisés, souvent sans AVS, dans les classes ordinaires dont les effectifs sont en constante augmentation.

La situation est devenue intenable

Il n'y a pas un jour sans qu'un incident n'ait lieu dans une école, pas une semaine sans qu'un enseignant ne soit victime d'une agression. La sécurité des enseignants, des AVS, de tous les personnels et des élèves est menacée au quotidien.

Des élèves bénéficiant pourtant d'une orientation officielle en ITEP sont maintenus dans les classes ordinaires au mépris de leur droit à recevoir un enseignement adapté à leurs besoins, accompagné des services d'une équipe pluri disciplinaire intégrant des personnels de santé.

Contraints de s'improviser enseignant spécialisé, éducateur spécialisé, médecin, infirmier, psychologue, assistant social, les enseignants sont au bord de la rupture.

Et la ministre en rajoute

Elle s'attaque à l'existence du CAPA-SH, des SEGPA, des EREA, des CLIS (ULIS)... Elle prépare un projet de décret qui permettrait de renvoyer les élèves d'ITEP en SEGPA ou EREA sans que la MDPH ne soit saisie.

L'Agence Régionale de Santé et la rectrice de la région Rhône Alpes Auvergne prétendent supprimer tous les établissements spécialisés (ITEP, IME...) de la région sous couverture du «tout inclusif».

Les CLIN et les CLA (élèves non francophones) se transforment en unités (UPE2A) avant même que les élèves ne parlent et ne comprennent le français.

.../...

Avec la FNEC FP-FO, agissons !

Dans le Rhône, à Paris, en Seine-Saint-Denis, en Haute-Garonne... les initiatives de FO en cours permettent d'obtenir des premiers résultats. Prenez contact avec votre syndicat pour agir en direction des autorités lorsque la sécurité ne peut plus être assurée dans les écoles et les établissements ou lorsque les conditions de travail deviennent difficiles, voire impossibles.

La FNEC FP-FO tire à nouveau la sonnette d'alarme et exige :

- ✓ Maintien du CAPA-SH et le 2CA-SH avec toutes ses options (A-B-C-D-D'-E-F-G)
- ✓ Retrait des nouvelles circulaires SEGPA, EREA et ULIS (écoles et collèges)
- ✓ Maintien et la création des structures (IME, ITEP, hôpital de jour, SEGPA-EREA...), des classes et des postes d'enseignants spécialisés à hauteur des besoins
- ✓ Non aux Unités d'Enseignement qui externalisent les classes spécialisées vers les classes ordinaires
- ✓ Une orientation adaptée au handicap et/ou la difficulté de l'élève avec une prise en charge médicale, paramédicale et éducative appropriée

La FNEC FP-FO réaffirme son opposition à la loi Montchamp et au principe d'inclusion inscrit dans la loi de Refondation.